

la gauche, du moins la grande majorité d'entre eux, croyaient qu'une crise existait et que les contribuables anglais étaient chargés d'un fardeau presque insupportable par l'obligation de faire face à une situation qui ne pouvait pas se perpétuer. Nous admettons que, si une crise existait, elle devait prendre fin dans trois ou quatre ans. La Grande-Bretagne devait vaincre l'Allemagne ou être vaincue par elle, ou il fallait prendre des arrangements pour mettre fin à cet intolérable fardeau des armements. Reconnaisant que la situation qui existait ne s'était jamais présentée, nous étions prêts à faire face à la crise et à faire dans une circonstance critique tout ce qui était nécessaire pour maintenir la suprématie de la Grande-Bretagne sur les mers, suprématie qui, au dire du ministre de la Marine, est indispensable au commerce de la province de Québec. Si la gauche consentait à faire tout ce qui était raisonnable pour venir en aide à la mère patrie, elle refusait aussi énergiquement qu'aucun député de la droite de dire que le Canada devait servir à perpétuité une contribution annuelle afin de maintenir une flotte sur laquelle on exercerait aucune autorité. Les membres de l'opposition n'y ont pas songé.

Sir WILFRID LAURIER: Ecoutez! écoutez!

M. NORTHROP: Seuls, les membres de la droite en ont parlé. Qu'ils approuvent ou non notre attitude lorsque nous consentons à venir en aide à la mère patrie dans des circonstances qui nous paraissent critiques, pourquoi dénaturent-ils cette attitude dont il n'y a pas à rougir, même si elle est fautive, et pourquoi disent-ils que, parce que nous consentons à venir en aide à la mère patrie une fois, ou plus s'il survenait une crise semblable, nous avons si peu de respect pour l'autonomie du Canada que nous sommes prêts à poser en principe que d'année en année nous devons contribuer au maintien d'une flotte sur laquelle nous n'avons aucune autorité. Les membres de la gauche peuvent se présenter aujourd'hui devant le peuple et déclarer que l'an dernier ils avaient un programme et que le Gouvernement en avait adopté un autre.

Hier soir, le ministre des Douanes nous a reproché de n'avoir rien fait, de ne vouloir et de ne vouloir rien faire, ajoutant que, si nous avions réussi, notre projet aurait coûté plus cher que le projet ministériel. Si l'opposition avait eu ses coudées franches l'an dernier, si nous avions donné deux Dreadnought, à la mère patrie, sa flotte aurait été renforcée d'autant; et nous croyons à tort ou à raison que si toutes les parties de ce glorieux empire—le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Sud-africain—énonçaient de concert le principe qu'en temps de crise, elles sont prêtes à aider à la mère patrie dans la

pleine mesure de leurs ressources, nous croyons, dis-je, que cette démarche serait la plus grande garantie de paix qu'on pût concevoir.

Cependant le premier ministre et son cabinet mirent leur idée à exécution; ils dépensent nous ne savons combien, mais certainement quelques millions pour des vaisseaux bons ou mauvais, pour de bons vaisseaux de guerre ou de vieilles ferrailles propres à être mises au rebut. Si ce sont de bons vaisseaux, leur perte a affaibli l'Angleterre; si ce sont de vieilles ferrailles qu'on doit mettre au rebut, le Canada n'a pas été consulté lors de leur achat qui a coûté des millions.

Si l'opinion de l'opposition avait prévalu et si le Canada avait fait don de deux Dreadnought, ou de \$25,000,000, qu'est-ce que cela nous aurait coûté. A 3 p. 100, cette somme représente \$750,000; à 4 p. 100, \$1,000,000, par année. Voilà tout ce que nous aurions eu à payer pour des secours qui auraient été utiles à la mère patrie, tandis qu'aujourd'hui, grâce à la politique ministérielle, à moins que le premier ministre ne s'en rapporte au peuple, nous sommes tenus à dépenser des millions au début, pour construire et acheter des vaisseaux, et des millions ensuite pour maintenir la flotte en armement. Si nous nous arrêtons un instant et si nous mettons à l'écart les idées extravagantes qui ont parfois tant d'emprise sur un auditeur du genre de celui qu'a décrit le représentant de Wellington (M. Guthrie), en parlant de Drummond-et-Arthabaska où, a-t-il dit, le verdict ne peut s'expliquer que par le manque de connaissances, ce qui veut dire l'ignorance—expression que nous n'emploierions pas à l'égard des électeurs d'aucune circonscription du Canada—je me fais fort de dire que la population canadienne combattrait la politique mise de l'avant par le présent ministère.

On nous dit que cette flotte est destinée à défendre le Canada et son commerce. Contre qui? Il faut que ce soit contre quelqu'un. Ce ne peut pas être contre l'Allemagne, les Etats-Unis ou le Japon; elle ne peut nous protéger contre aucun peuple de l'univers, si ce n'est contre les Esquimaux et je crois que nous pourrions leur faire face plus économiquement et plus efficacement d'une autre manière s'ils paraissaient sur nos rives.

Cependant le ministre de la Marine, avec sa souplesse ordinaire, a entrepris de démontrer la nécessité d'une flotte. Je n'aime pas à manquer de respect envers un collègue, surtout en son absence, mais lorsque le ministre de la Marine, mis par le Gouvernement à la direction de la flotte, parle en cette enceinte en cette qualité, il doit être prêt à renseigner sur ce sujet les députés moins éclairés. Il a été choisi comme celui qui devait assurer le succès